

Unité Interdépartementale 25-70-90
Pôle Risques Accidentels – Sites et Sols Pollués

Belfort, le 16 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CICE (ex SATE)

Aéroparc
B.P. 4
90150 FONTAINE

Références : UID257090/SPR/LT/CN 2022 – 0216A

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} février 2022 dans l'usine CICE implanté Aéroparc B.P. 4 90150 FONTAINE. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'usine de la compagnie industrielle des chauffe-eaux (CICE) du groupe ATLANTIC s'inscrit dans le plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CICE (ex SATE)
- Aéroparc B.P. 4 90150 FONTAINE
- Code AIOT dans GUN : 0012400155
- Régime : autorisation à régulariser au titre de la rubrique n°2566-1 "*Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique*"
- Statut Seveso : non

L'usine de Fontaine (90) est spécialisée dans la fabrication de chauffe-eaux électriques, solaires et thermodynamiques. Sa capacité maximale est une production de 360 000 chauffe-eaux par an. Environ 300 personnes travaillent sur le site avec un rythme de poste en 3x8.

Les installations classées sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2014.

Outre les machines de travail des métaux et de traitement de surface, les chauffe-eaux font l'objet d'une isolation thermique par l'intermédiaire d'une mousse en polyuréthane entre la cuve et son extérieur. Ce moussage est réalisé par l'intermédiaire d'un carrousel. Les produits entrants par réaction chimique pour la fabrication de la mousse sont des isocyanates, des polyols et du cyclopentane.

Il est à signaler par ailleurs que la société a modifié ses installations via la conversion d'un four à émaillage en four à pyrolyse dans lequel sont déposés les serpentins pour y supprimer les résidus de graisse. Cette modification engendre le classement des installations sous la rubrique n°2566-1-a "*Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique*" de la nomenclature ICPE. Le régime associé relève du régime de l'autorisation et nécessite une autorisation avec étude d'incidence prévue par l'article R181-14 du code de l'environnement (décision du 23 mai 2018). Le dossier dans sa version complétée a été déposé le 23 décembre 2020 et a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de rejet le 9 juillet 2021. L'exploitant s'est engagé, lors de sa visite, à rechercher au 1^{er} trimestre 2022 un nouveau prestataire pour la réalisation du dossier d'autorisation. Il convient que l'exploitant apporte les justificatifs via une commande avant le 31 mars 2022.

L'inspection s'est rendu au niveau du carrousel, au hall logistique et au local "sprinklage".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques accidentels ;
- prévention de la pollution atmosphérique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 9.2.1.1	/	Fréquence de surveillance aux conduits n°1 et n°2
Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 9.2.1.2.	/	Jamais réalisé

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
respect des VLE concentrations des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 3.2.4	/	
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.1.1	/	
Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.1.2	/	
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.3.2	/	
Mesures de maîtrise des risques de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.3.5	/	Par sondage
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.4.1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que :

- le plan de gestion des solvants (PGS) n'est pas réalisé ;
- la fréquence de surveillance des rejets à l'atmosphère sur les installations d'injection de polyuréthane n'est pas respecté.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose le contrevenant aux suites listées aux articles L.171-8 I et R.514-4 3° du Code de l'environnement.

En outre, l'inspection invite l'exploitant à répondre aux observations formulées (reprises en gras dans les fiches de constats).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral (Ap) du 01/10/2014, article 9.2.1.1
Prescription contrôlée : <i>" Les mesures portent sur les rejets suivants : Rejet N°1 et 2 : Paramètre Fréquence Composés organiques volatils Annuelle non méthaniques (COVNM) Rejet N°3 et 4 : Paramètre Fréquence Poussières Annuelle "</i>
Constats : Par courrier préfectoral du 27/11/2017, la fréquence de surveillance des rejets aux conduits n°3 et 4 (fours) référencés dans l'arrêté préfectoral (AP) du 1er octobre 2014 avait été réduit à 3 ans. En plus de ces 4 conduits, en référence aux arrêtés ministériels du 30 juin 1997 et du 27 juillet 2015, une surveillance des conduits des rejets des activités de travail mécanique des métaux et de grenaillage est prescrite pour les poussières avec une fréquence fixée à 3 ans. En 2019, l'exploitant a menée une campagne de surveillance des rejets à l'atmosphère sur les 4 conduits mentionnés dans l'AP du 1/10/2014 (four email, four box, premix et injection). En 2020, la campagne a porté sur l'ensemble des conduits de l'usine hormis le rejet dit "premix". Par ailleurs, le paramètre mesuré sur le conduit "carroussel" porte sur les poussières alors que les dispositions de l'article 9.2.1.1 prescrivent les composés organiques non méthaniques (COVNM). En 2021, aucune campagne de surveillance des rejets à l'atmosphère a été réalisé. L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne était programmé courant mars 2022. La fréquence de surveillance des conduits n°1 et 2 (carroussel et premix) fixée à annuelle n'est pas respecté. Par ailleurs, l'inspection recommande à l'exploitant de mettre en place un tableau de suivi des résultats afin de suivre leur évolution dans le temps.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : respect des VLE concentrations des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 3.2.4
Prescription contrôlée : <i>" Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; Conduits n° 1 et 2 en COVNM 110 mg/Nm3 - Conduit n° 3 et 4 en Poussières - 150 mg/Nm3 "</i>
Constats : L'analyse des résultats des mesures faisant suite aux campagnes de surveillance réalisées en 2019 et 2020 ne fait pas apparaître de dépassement des valeurs limites prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 9.2.1.2.
Prescription contrôlée : <i>" L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : Type de mesures ou d'estimation Paramètre Fréquence COVNM Plan de gestion de solvant Annuelle "</i>
Constats : Les dispositions de l'AP du 1er octobre 2014, reprises de l'article 28-1 alinéa 1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prescrivent la réalisation d'un plan de gestion des solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Cette disposition concerne toute installation consommant plus d'une tonne de solvants par an. Or, il est consommé une quantité bien supérieure à une tonne par an de solvants, en considérant notamment et pris individuellement le cyclopentane. L'exploitant s'est engagé à présenter son PGS dans l'étude d'incidence de son dossier d'autorisation dont l'enjeu principal en terme de risques chroniques et sanitaires est la prévention de la pollution atmosphérique. Le PGS vise une maîtrise des consommations de solvants et une réduction des émissions de COV, ces derniers ayant un double impact sur la santé et sur l'environnement (effet de serre additionnel).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.1.1
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. "</i>
Constats : L'exploitant a présenté en visite dans sa version du 23/11/2021 le plan des zones à risques. Il a par ailleurs indiqué que le plan ETARE était en cours de construction avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). L'inspection a fait remarquer que la typologie des risques en référence à l'étude de dangers doit être reporté et plus explicite, par exemple le risque d'explosion (chaufferie, cabine de peinture...) doit être mentionné.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 71.2
Prescription contrôlée : <i>" Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. "</i>
Constats : Les produits dangereux pour l'homme et/ou l'environnement font l'objet d'un tableau de suivi (type Excel) avec localisation, quantités présentes, mention de dangers et lien vers les fiches de données de sécurité (FDS). Il n'existe pas de plan général des stockages. L'exploitant a renvoyé un plan des zones à risques consolidée dans sa version du 1/02/2022, incluant les quantités maximales de produits finis et des stockages en réservoir de produits dangereux. L'exploitant a indiqué que ces quantités était proche de la situation courante. Au niveau des produits finis, la constitution d'un chauffe-eau type est à définir afin d'évaluer en cas d'incendie les effets toxiques immédiats et différés (premiers prélèvements dans l'environnement).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.3.2
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]"</i>
Constats : Les installations électriques font l'objet d'un contrôle à fréquence annuelle par un organisme compétent. L'exploitant a présenté les compte-rendus de la dernière vérification périodique des installations électriques : <ul style="list-style-type: none">- Q18 (visuel) faisant suite à la visite du 6/8/2021 ;- Q19 (thermographie) faisant suite à la visite du 21/10/2021. Ces rapports de contrôles concluent que les installations électriques ne sont pas source de risque d'incendie et/ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures de maîtrise des risque de l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 71.6 et 73.5

Prescription contrôlée :

71.6 " *L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.* "

73.5 " *Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de pentane et/ou d'une détection de fumées. [...] Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées [...]"*

Constats : Par sondage, l'inspection s'est intéressée au système de prévention du risque incendie et de détection de pentane au niveau du carrousel.

Détection incendie

L'ensemble de l'atelier de production et la cellule de stockage de produits finis est couverte par un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage qu fait office de détection incendie.

Le hall logistique est par ailleurs équipé de détecteurs de fumées.

L'exploitant réalise à fréquence semestrielle (16/09/2021 et 30/03/2021) par l'organisme COFELY AXIMA un contrôle de son système d'extinction automatique. Le dernier rapport fait mention de quelques observations et d'écarts à la règle dont certaines ont été relevées en 2013 et non soldées. L'exploitant a indiqué que ces remarques avait fait l'objet d'une analyse en interne et n'étaient pas opportune de suites.

Il convient que l'exploitant trace dans un document les actions réalisées et les justifications utiles de non-réalisation de levées.

L'inspection s'est rendue au niveau du local "sprinklage" et de la centrale de détection incendie. La consultation du registre des tests hebdomadaires n'a pas appelé d'observations.

La centrale de détection incendie était en service. Le dernier contrôle à fréquence semestrielle a été réalisée par la société INEO le 6 janvier 2022. On y relève que les détecteurs n'ont pas fait l'objet de tests individuels. Ces derniers font l'objet de test à fréquence annuelle. La visite du 3 août 2021 avait permis de les contrôler.

Détection pentane

L'inspection s'est rendue au niveau du carrousel. L'équipement dispose de 3 capteurs (injection, machine et tête). La centrale de détection était opérationnel.

Les détecteurs font l'objet d'un contrôle et étalonnage à fréquence semestrielle par la société DRAGER. Les compte-rendus des contrôles de l'année 2021 incluent le test de l'ensemble de la chaîne avec asservissement (capteur, système de traitement, actionneur) selon les seuils prédéfinis par l'exploitant à 20 et 40% LIE.

Formation

Le site dispose de deux équipes, :

- l'une en première intervention (EPI) constituée d'une centaine de personnes formées à la manipulation des extincteurs (théorie et pratique) ;
- la seconde (ESI) constituée de 10 personnes du service maintenance dédiée à la mise en sécurité du site. L'exploitant a indiqué que lors des exercices d'évacuation les ESI sont mobilisés pour la coupure des énergies.

Les attestations de réalisation des formations EPI dispensés en 2020 et 2021 ont été communiquées par courriel le 1^{er} février 2022.

Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2014, article 7.4.1
Prescription contrôlée : <i>" IV Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique et les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation. Pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. [...]"</i>
Constats : L'inspection a fait tester la fermeture de la vanne de confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident. Cette vanne ouverte par défaut est située à l'aval du bassin. Le test de la manoeuvre de la vanne a été concluant (test limité à la vérification de la rotation de la barre, la vérification de la fermeture effective de la vanne ne pouvant être faite).
Il convient toutefois que l'exploitant intègre sa manoeuvre dans les exercices (pas uniquement les énergies).
Type de suites proposées : Sans suite